

Management du risque de fraude et de corruption niveau 1

CATEGORIE : C

Vue d'ensemble

Domaine(s) d'activité professionnel dans lequel(s) est utilisé la certification :

- Transverse :
- **Audit interne**
 - **Contrôle interne**
 - **Gestion des risques**
 - **Audit financier et comptable**
 - **Enquête financière**
 - **Gestion du risque entreprise**
 - **Fraude comptable et financière**
 - **Lutte contre la fraude et la corruption**
 - **Lutte contre le blanchiment**
 - **Enquête interne**

Code(s) NAF : **74.90B**, **69.20Z**, **69.10Z**, **80.30Z**,
66.21Z

Code(s) NSF : **314r**, **344p**

Code(s) ROME : **M1205**, **M1204**, **M1203**, **M1202**, **M1201**

Formacode : **42882**

Date de création de la certification : **03/01/2017**

Mots clés : **COMPTABILITE DES ENTREPRISES**,
analyse de risque, **anticorruption**,
antifraude

Identification

Identifiant : **2926**

Version du : **11/07/2017**

Références

Consensus, reconnaissance ou recommandation :

Formalisé :

- [LOI n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique](#)

Non formalisé :

- [Grant Thornton, Loi Sapin 2 : la vision des entreprises, 2016](#)
- [Grant Thornton, Baromètre sur les pratiques des entreprises en matière de lutte contre la fraude et la corruption, 2017](#)
- [PWC France, Global Economic Crime Survey 2016](#)

Descriptif

Objectifs de l'habilitation/certification

La certification a pour but de transmettre et de développer les compétences fondamentales et spécialisées nécessaires à la gestion des risques relevant de la fraude et de la corruption en entreprise.

Lien avec les certifications professionnelles ou les CQP enregistrés au RNCP

- Certificat "Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme" (identifiant inventaire : 2512)

Descriptif général des compétences constituant la certification

Etre capable de :

1. Se situer devant la fraude

Se situer devant la fraude en fonction de sa position et de son métier

Public visé par la certification

- Auditeurs
- Contrôleurs

Situer son entreprise par rapport au risque de fraude et de corruption (risque géographique, métier, humain)

Identifier les grands types de fraudes

Analyser et traiter un conflit d'intérêt dans les contrats

Etablir les profils psychologiques des fraudeurs

2. Analyser l'environnement des fraudes et identifier les risques associés aux différents types de fraude

Identifier les risques liés à la complexité des ensembles, aux opérations et au reporting des filiales

Identifier les risques liés à la notion d'urgence et à la financiarisation de l'économie

Identifier les risques liés à la comptabilité

Identifier les risques liés aux complexités du support informatique

Identifier les risques liés à l'internationalisation des marchés

Analyser les risques liés aux carences de la séparation des tâches

Identifier et analyser les supports de fraude

Identifier les indicateurs de fraudes en fonction de la nature de l'organisation

Générer des indicateurs à partir de logiciels d'extraction de données

3. Conduire une analyse et une cartographie des risques de fraude en fonction des processus comptables

Identifier les risques de fraude en fonction des différents processus comptables (achats, ventes, salaires, trésorerie)

Déterminer le niveau de risques par rapport aux systèmes de contrôle déjà en place

Rechercher et identifier les indicateurs de fraude en fonction de la nature des processus

Extraire les traces laissées dans le système pour chaque processus dans toutes les catégories de fraudes

Mettre en œuvre un système de prévention adapté à chaque processus

Elaborer un référentiel de risques de fraude et de corruption adapté à l'organisation

4. Comprendre les montages complexes

Analyser les montages financiers complexes

Savoir traiter les problèmes relatifs au blanchiment et à la corruption

Situer les montages dans l'échelle des peines judiciaires

5. Diffuser la culture antifraude au sein de l'organisation

Communiquer et diffuser les bonnes pratiques en matière de prévention du risque de fraude au sein de l'organisation

Définir et mettre en œuvre une politique de sanctions disciplinaires adaptée à l'organisation

Elaborer un plan de formation

Modalités générales

La certification est organisée en un cursus de 70h de formation rythmé par des mises en situation et des exercices.

La formation est organisée soit en continu, soit en discontinu.

La formation peut être déclinée en formule inter-entreprises ou en intra-entreprises.

Liens avec le développement durable

niveau 2 : certifications et métiers pour lesquels des compétences évoluent en intégrant la dimension du développement durable

- Responsables financiers et comptables
- Responsables juridiques
- Responsables des achats
- Risk managers
- Directeurs sûreté et sécurité
- Cadres dirigeants

Valeur ajoutée pour la mobilité professionnelle et l'emploi

Pour l'individu

La certification apporte un renforcement de compétences aux cadres dirigeants dans la gestion du risque de fraude et de corruption. Ce renforcement de compétences est particulièrement important pour les fonctions d'auditeurs internes, contrôleurs internes, responsables financiers, responsables commerciaux, risk managers qui se situent aux avant-postes du risque de fraude et de corruption afin de les mettre en position de conduire une analyse et une cartographie des risques et d'adapter leurs processus internes aux obligations de conformité législatives et normatives.

La certification s'adresse également à des personnels comme les responsables juridiques et les directeurs sécurité/sûreté qui peuvent être amenés à participer à une investigation interne. La certification permet en particulier de valoriser les profils des auditeurs et contrôleurs internes et peut constituer un bonus salarial ou un avantage comparatif dans le cadre du recrutement.

Pour l'entité utilisatrice

Le certificat permet à l'entité utilisatrice :

- de pouvoir se reposer sur un personnel formé à la détection, à la prévention et à la gestion des risques de fraude et de corruption
- de prévenir les pertes d'exploitation dues à la commission d'actes de fraude et de corruption
- de prévenir le risque d'atteinte à l'image de la commission et à la publicisation d'actes de fraude et de corruption
- d'améliorer son dispositif d'alerte, d'analyse, de contrôle et d'investigation du risque de fraude
- de se conformer aux contraintes normatives internationales et obligations juridiques nationales en matière de prévention des risques de fraude et de corruption
- de se conformer aux directives de l'Agence française anticorruption (AFA) issues de la loi Sapin 2

Evaluation / certification

Pré-requis

Responsable/manager avec trois (3) ans d'expérience professionnelle minimum ou titulaire d'un bac +5

Compétences évaluées

1. Se situer devant la fraude

Comprendre la place de l'auditeur dans le processus antifraude
Connaître les devoirs de l'auditeur et la spécificité de l'audit de fraudes
Connaître la typologie des fraudes et des risques associés aux différents types de fraude (fraude interne, fraude externe, cyber-fraude, fraude des managers)
Connaître la dynamique de malveillance propre aux fraudeurs
Connaître les approches criminologiques dans le domaine de l'analyse comportementale de la fraude
Connaître la notion de conflit d'intérêt
Connaître la notion légale et le statut du lanceur d'alerte

2. Analyser l'environnement des fraudes et identifier les risques associés aux différents types de fraude

Connaître les supports de fraude
Connaître les indicateurs de fraude
Connaître les outils de prévention des risques d'agressions informatiques extérieures

Centre(s) de passage/certification

- ECOLE SUPERIEURE DE LA SÛRETE DES ENTREPRISES

Connaître les risques de la cyber criminalité
Connaître les limites des logiciels de datamining

3. Conduire une analyse et une cartographie des risques de fraude en fonction des processus comptables

Connaître les mécanismes de la fraude sur les achats
Connaître les mécanismes de la fraude sur les ventes
Connaître les mécanismes de la fraude sur les salaires
Connaître les mécanismes de la fraude sur la trésorerie
Connaître la typologie des manipulations des fichiers
Connaître les nouveaux modes opératoires liés à l'ingénierie sociale (fraudes aux faux ordres virement internationaux et dérivés : fraude au président, fraude au faux commissaire aux comptes, fraude aux faux bailleurs, fraude aux faux RIB, etc.)

4. Comprendre les montages complexes

Connaître les principes régissant les montages complexes (sociétés écran et montages offshore)
Connaître les techniques de manipulation des bilans comptables et leurs finalités
Connaître les techniques de manipulation des comptabilités des filiales
Connaître les spécificités du blanchiment et du montage de filiales dans les pays à risques
Connaître la problématique de la corruption privée et publique
Connaître les lois et les normes internationales dans le domaine de la compliance et de l'anticorruption et les risques systémiques associés
Connaître les modalités de la déclaration de soupçon en matière de blanchiment et de corruption

5. Diffuser la culture antifraude au sein de l'organisation

Connaître l'échelle des peines civiles et pénales dans le domaine de la fraude et de la corruption
Connaître les obligations de conformité de la loi Sapin II
Connaître le cadre de l'ISO 37001
Connaître les organismes publics en charge de la lutte contre la fraude et la corruption
Connaître les délits et l'échelle des peines
Connaître la notion de conflit d'intérêt
Connaître le statut du lanceur d'alerte

Niveaux délivrés le cas échéant (hors nomenclature des niveaux de formation de 1969)

Niveau I

La validité est Temporaire

La certification a une durée de validité de cinq (5) ans. A expiration de cette échéance les auditeurs certifiés devront suivre un séminaire de recyclage de deux (2) jours.

Possibilité de certification partielle : non

Matérialisation officielle de la certification :

Une attestation de certification officielle est remise au candidat ayant subi avec succès les épreuves de certification.

Plus d'informations

Statistiques

Le certificat étant un projet innovant répondant à la récente entrée en vigueur de la loi Sapin 2 il ne fait à ce jour l'objet d'aucune tenue statistique.

Autres sources d'information

<http://www.ess-e.fr>

https://twitter.com/Ecole_Surete

<https://www.linkedin.com/company-beta/10507486>